

# Des dettes jusqu'à ne plus en vivre

BIM n° - 11 avril 2006  
Marc ROESCH

*C'est l'histoire d'un banquier qui va voir un paysan pour lui proposer d'ouvrir un compte et y déposer tout son argent. Il lui explique comment, à partir de ce compte, effectuer ses paiements avec des chèques. Le paysan accepte et, trouvant ce mode de paiement très pratique, décide de payer tous ses achats ainsi. Il en profite pour repeindre sa maison, changer son tracteur... Au bout du deuxième mois, il se retrouve à découvert. Le banquier vient le voir et lui explique qu'il manque de l'argent sur le compte. « Combien manque-t-il » demande le paysan ? « 5.000 € ? Pas de problème, je vous fais un chèque ».*

*Il nous est arrivé le même type d'histoire il y a deux semaines avec un emprunteur dans une IMF du Sud de l'Inde. Il s'agissait d'un petit employé des chemins de fer qui, parce qu'il a marié 3 de ses sœurs, s'est retrouvé endetté à ne plus pouvoir payer les intérêts de sa dette. Il était endetté auprès de 2 moneylender (= usurier, encore que le terme français a une connotation péjorative que n'a pas le terme de moneylender) et trois de ses collègues des chemins de fer, tous lui réclamant des intérêts de l'ordre de 5 % par mois (60 % par an). Il était également endetté auprès de l'IMF, à 1 % par mois. Nous discutons avec lui de la façon de racheter ses dettes, de les restructurer sous forme d'une seule auprès de l'IMF, et de ré-échelonner celle-ci pour la rendre compatible avec ses revenus. En raison de ses charges de famille, il ne pouvait consacrer que le tiers de ses revenus à l'apurement de sa dette. Ceci correspondait à un tout petit peu plus que les intérêts de sa dette retransformée entièrement en « microfinance ». Il était à 3 ans de la retraite (qui verrait ses revenus fondre). Nous lui demandions quelle solution il voyait pour commencer à rembourser le capital. Après une minute de réflexion, il nous a proposé : « Faire un emprunt ? ».*

Je vous rapporte cette histoire pour illustrer quatre points :

- ▷ La façon de survivre pour une frange de la population est la fuite en avant dans l'endettement. La microfinance, au mieux, permet de ralentir cette fuite en avant, mais n'est pas l'outil qui permet d'inverser la tendance
- ▷ Les outils dont disposent les IMF et les pressions de rentabilité auxquelles elles sont soumises ne leur permettent pas de traiter ces cas, sans parler des exigences fixées par les bailleurs (ici en l'occurrence le gouvernement indien) en termes de nombre d'emprunteurs et de volume de crédits déboursés. D'autres idées, d'autres services, d'autres modes d'organisation sont nécessaires
- ▷ Dans le contexte indien, le recours systématique à la caution solidaire pour sélectionner les emprunteurs a également un effet pervers puisqu'elle incite les IMF à ne pas se sentir du

tout concernées par la sélection des emprunteurs. Le choix est fait par le groupe et celui-ci ne fait pas de contrôle du niveau d'endettement

- ▷ Les IMF, si elles participent malgré elles à l'« étranglement pas la dette » d'une frange de la population, sont les moins armées pour faire face à une crise (crise des impayés, crise médiatique, menaces d'effondrement du système) par rapport aux autres prêteurs. Mais quand « crise » il y a, ce sont elles qui se retrouvent en première ligne. Ceci sera le sujet du prochain BIM.

## La fuite en avant

Les statistiques du ministère de l'Agriculture fournissent des données sur l'endettement des agriculteurs pour l'ensemble de l'Inde. Deux des Etats du Sud dans lesquels nous travaillons affichent des taux record. 82 % d'exploitants endettés pour l'Andra Pradesh et 74,5 % en Tamil Nadu pour un endettement moyen de 48,6 % sur l'ensemble de l'Inde <sup>(1)</sup>.

Ces chiffres sont à rapprocher d'une étude menée par une ONG de microfinance auprès de 1 187 femmes des groupements microfinance (Self Help Group) en zone rurale à l'Est de Madras et que nous avons dépouillées. Il s'agit d'une population d'ouvriers agricoles et de très petits agriculteurs de basse caste considérés comme très pauvres (moins de 1 \$/jour). **95 % de ces 1 187 femmes sont endettées.**

Cette population, si elle est exclue du système bancaire, n'en a pas moins accès à de nombreuses sources de crédit et d'épargne : les « chit fund », l'équivalent des tontines, les prêteurs sur gages (les bijoux et la vaisselle), les « moneylender », à la fois les petits qui prêtent au jour le jour, que les « gros » qui prêtent des sommes importantes sur de longues périodes, les employeurs qui sont remboursés sous forme de travail.

L'étude en question porte sur une comparaison de leur endettement entre deux périodes, l'une avant leur entrée en microfinance (2002), l'autre un an et demi après la mise en place de la microfinance (2004).

### *Endettement 2002*

95 % des femmes sont endettées pour un endettement moyen de 10 350 Rs. (environ 200 €). Une autre étude sur cette même population estimait le revenu moyen annuel à 11 500 Rs. La moyenne ne rend pas compte de la disparité des situations et de l'ampleur de l'endettement. En fait environ 1/3 de ces femmes sont endettées pour moins de 5 000 Rs, un autre tiers entre 5 000 et 10 000 Rs. Le dernier tiers, celui qui tire la moyenne vers le haut, est endetté à plus de 10 000 Rs avec une trentaine de familles entre 40 000 et 110 000 Rs (800 à 2 200 €). Nous considérons que ce dernier tiers représente réellement la frange en surendettement. Lorsque l'on demande les raisons (déclarées) de cet endettement on retrouve les éléments classiques à savoir la santé (19 %), les cérémonies, essentiellement le mariage (17 %) et l'habitat (14 %) puis viennent les dépenses de consommation. Les emprunts « générateur de revenus » ne représentent que 20 % sur le total (agriculture/élevage 15 % et divers 5 %). 80 % des emprunts ne génèrent directement aucun revenu. 60 % des femmes sont endettées d'un montant

---

<sup>1</sup> State of India's Farmers, 2006, Economic and Political Weekly February 11, 2006

supérieur à la moitié leurs revenus annuels, montant qu'elles sont bien évidemment incapables de rembourser à court ou moyen terme.

### *Les intérêts de la dette*

Ces emprunts sont faits à des taux d'intérêt qui varient, en moyenne, entre 4 et 6 % par mois. Ce qui veut dire que les intérêts de la dette varient entre 250 et 500 Rs par mois (3 000 à 6 000 Rs par an) pour un tiers de ces personnes, plus de 500 Rs pour un autre tiers. Ces montants représentent au mieux  $\frac{1}{4}$  à la moitié du revenu moyen mensuel, mais pour un tiers de la population c'est l'équivalent d'un mois de salaire d'un ouvrier agricole employé à plein temps. Cela signifie que pour ce tiers la totalité du salaire d'un des membres de la famille sert à payer uniquement les intérêts de la dette. Cela veut aussi dire que pour une bonne partie de cette population il est impossible d'envisager de commencer à payer la partie capital. D'autant plus que les « prêteurs sur gage » et les moneylender refusent un remboursement fractionné. Ceci oblige, pour apurer une dette petit à petit, d'emprunter par ailleurs le complément de l'argent qui éventuellement aura pu être consacré à un début de remboursement. C'est souvent à ce stade que les crédits microfinance ont un avantage. Mais pour les plus endettés, le paiement des intérêts passe par de nouveaux emprunts ou par la décapitalisation. La multiplicité des sources d'emprunts donne lieu en quelque sorte à un « jeu » qui consiste à prendre un nouveau prêt dont une partie sert à rembourser le prêt précédent (ou simplement les intérêts) et l'autre servira à la consommation.

### *L'impact de la microfinance*

La microfinance est vécue comme une nouvelle source d'emprunt possible. Les Self Help Group (SHG) se sont développés non pas à cause des possibilités d'épargne, de formation, des possibilités de développement d'activités génératrices de revenus mais pour trois raisons :

- ▷ C'est une nouvelle source d'emprunt
- ▷ Les taux d'intérêt sont plus faibles
- ▷ La participation aux programmes de microfinance facilite l'accès à d'autres sources d'emprunt (banques ou opérations « projet »)

Même des produits d'épargne innovants, combinant proximité et flexibilité (boîtes à domicile, comptes d'épargne volontaires), donnent peu de résultats : dans le contexte présenté ici, l'épargne monétaire est systématiquement considérée comme une condition nécessaire, une obligation, pour accéder au crédit (ce qui montre que les « pauvres » ne sont pas toujours intéressés par l'épargne).

Partout où les ONG ont créé des SHG, dans l'année qui a suivi, de nouveaux groupes se sont formés et ont demandé à être affiliés à l'ONG présente. Dans les zones où se trouvaient deux ONG, les groupes essayaient de quitter une ONG pour aller vers celle qui offrait un meilleur accès aux crédits bancaires ou de projet. Dans le milieu ONG ce problème de « vol de groupe » a donné lieu à des inimitiés, voire des conflits.

L'enquête susmentionnée a mis en évidence que, après un peu plus d'un an de crédit microfinance, en moyenne :

- ▷ Environ 1/3 des femmes sont restées au même niveau d'endettement
- ▷ 1/3 ont réussi à faire baisser ce niveau
- ▷ Pour 1/3 le niveau d'endettement s'est accru

### *La réduction de l'endettement*

Si l'on analyse ces variations par niveau d'endettement on se rend compte que la réduction du niveau d'endettement a été essentiellement le cas des tranches les plus élevées. Environ 2/3 des femmes endettées de plus de 20 000 Rs (400 €) ont réussi à réduire leur endettement d'un tiers à une moitié. Nous n'avons aucune indication sur la façon dont cette réduction a été menée (accès à d'autres revenus ou plus probablement décapitalisation). Même si cette réduction est importante l'endettement reste encore très élevé (sur 73 femmes endettées à plus de 20 000 Rs, 36 restent avec une dette supérieure à 10 000 RS, et 54 avec une dette supérieure à 5 000 Rs).

### *La substitution des prêts*

On pourrait imaginer que les crédits microfinance se substituent aux autres crédits, permettant d'alléger la charge des intérêts. Il semblerait que ce ne soit pas le cas : pour les personnes qui sont restées au même niveau d'endettement ou à un niveau très proche, très peu ont pris des crédits microfinance pour remplacer des crédits moneylender (21 crédits pour 349 femmes qui sont restées au même niveau d'endettement, 26 sur 196 pour ceux qui ont « échangés » plus de 500 Rs de crédit et ont un différentiel à + ou - 1 000 Rs de crédit entre 2004 et 2004). Il semblerait que cette frange de population a été prudente et ne s'est que peu engagée dans de nouveaux crédits de groupes soit parce qu'elle n'y a pas eu accès, soit qu'elle n'a pas pu faire la substitution « crédit moneylender, crédit microfinance » pour des raisons de montant inadéquat, des raisons sociales. Ce point reste un mystère.

## **L'accroissement de l'endettement**

Comme dit plus haut 1/3 des personnes ont vu leurs dettes s'accroître entre 2002 et 2004. Pour 64 % d'entre elles cet accroissement est uniquement dû à un crédit microfinance (249 sur 398 soit 21 % du total des clients microfinance). Pour 26 % l'accroissement des dettes est dû à la combinaison de la microfinance et d'un autre crédit. Donc dans 90 % des cas la microfinance a participé à l'accroissement des dettes du 1/3 des enquêtés. Mais point positif, pour 24 d'entre eux (7 %) si l'endettement global a augmenté, il a permis de diminuer la part moneylender dans l'endettement total.

## **Quelle augmentation des revenus ?**

Ce n'est pas l'endettement en valeur absolu qui pose problème, mais le déséquilibre entre revenus et endettement. La microfinance a-t-elle permis aux familles évoquées ici d'augmenter leurs revenus, auquel cas un accroissement de leur endettement ne serait pas nécessairement une mauvaise nouvelle. Nous ne disposons pas de données quantitatives, mais nos observations montrent, hélas, que le développement de nouvelles activités est resté très limité, pour diverses raisons qu'il serait trop long de mentionner ici. Il est donc probable que le niveau des revenus est resté sensiblement le même : l'accroissement de l'endettement est donc bel et bien un problème, et le montant des intérêts à payer n'a fait qu'amplifier la nécessité d'emprunter pour équilibrer les budgets.

## Mais que peut la microfinance ?

Cette étude porte sur une population particulièrement pauvre, mais qui représente quand même 26 % de la population. Comme précisé en début de texte, leurs ressources n'arrivent pas à couvrir les besoins et la course à l'argent est permanente. Les activités agricoles sont très irrégulières, peu rémunérées (environ 20 à 30 Rs = 1/2 €) pour 5 à 8 h de travail pour les femmes, le double pour les hommes.

L'étude met en évidence :

- ▷ Que les réductions d'endettement sont rares et à quel prix (décapitalisation ?)
- ▷ Qu'une frange de la population ne fait que s'enfermer dans l'endettement, remboursant un prêt par un autre prêt
- ▷ Que la microfinance ne fait que modifier modestement l'organisation des prêts sans pour autant les réduire
- ▷ Au contraire pour une partie de la population c'est un moyen d'accroître l'endettement, à un coût moindre peut-être, mais bien de s'endetter d'avantage. D'autres études plus fines nous ont permis de mettre en évidence que le niveau des prêts microfinance ne permet pas de racheter les dettes importantes

Face à cette situation les ONG mettent en place des formations pour apprendre à mieux gérer son budget, à réduire ses dépenses. Mais ces formations ont lieu une fois tous les ans ou tous les deux ans. A l'opposé les familles regardent la télévision, celle-ci pousse à la consommation à raison des 5 mn de publicité tous les quart d'heure ; Les principales raisons d'endettement concernent des éléments fondamentaux de la vie (santé, cérémonies que la pression sociale n'autorise pas de traiter au rabais, l'habitat) mais aussi la consommation « attisée » par la télévision.

Le combat est inégal, les populations n'ont que le choix entre d'un côté la multiplication des opportunités d'endettement, une impossibilité de vivre sans avoir recours à la dette, et de l'autre une vie « au rabais ». La tentation de rembourser une dette par un nouvel emprunt est trop forte, elle devient un « mode de vie ». Du côté des prêteurs le cloisonnement entre moneylender, banque et microfinance permet ce mode de fonctionnement un temps... Un an, deux ans, dix ans (c'était le cas de notre employé des chemins de fer). ...plus les possibilités d'emprunt sont nombreuses, plus le système peut durer... jusqu'au jour où...

Les rythmes de travail des agents des IMF (entre 20 à 80 groupes à gérer suivant les ONG), le système d'information, la discrétion des gens vis-à-vis de leurs dettes, considérées comme une honte (les chiffres donnés ici sont peut-être sous-évalués), ne permettent pas d'identifier ces populations à risque avant qu'il ne soit trop tard. Et quand il est trop tard quels sont les outils disponibles ? Restructurer les dettes suppose une analyse fine, cas par cas. Comment l'ONG qui a mené cette enquête peut traiter les 300 ou 400 cas ainsi repérés sachant qu'elle a 11 agents de terrain et 115 groupes à gérer ?

Pour l'instant, quand un impayé apparaît, il est plus facile d'accorder un nouveau prêt pour couvrir l'impayé que de tenter de sortir du problème. Cela permet de rester au-dessus des 95 % de remboursement, de rassurer le bailleur. Culturellement les personnes mettent un point d'honneur à rembourser leurs dettes. Les ONG savent cela et comptent sur cet élément pour retrouver d'une manière l'équilibre des comptes.

Mais quand apparaît une crise, quand les possibilités de nouvel emprunt sont épuisées, quand les intérêts de la dette ne peuvent plus être payés, les moneylender et les prêteurs sur gages savent se faire rembourser. L'ONG est plus impersonnelle, est moins présente dans le village, c'est elle qui sera la première à ne pas pouvoir retrouver ses fonds. C'est elle qui sera en première ligne quand éclate la crise.

Et la crise a éclaté il y a un mois dans un des Etats où les paysans sont les plus endettés, un Etat déjà connu pour le nombre de suicides de paysans pour cause de dette, en Andhra Pradesh. Comment les IMF se sont retrouvées en première ligne, comment gèrent-elles la crise ? C'est ce qui vous sera présenté dans le prochain BIM.